

## **Les généralistes jugés peu compétents en matière de suivi gynécologique**

Catherine Holué

Seules 15% des femmes déclarent que leur suivi gynécologique est assuré par un médecin généraliste, et parmi elles moins de la moitié estiment que les omnipraticiens ont les compétences nécessaires : tel est l'un des enseignements de l'enquête BVA réalisée à la demande de la Fédération nationale des collèges de gynécologues médicaux (Fncgm), qui souhaite une fois encore interpeller les femmes sur la disparition imminente de cette spécialité.

La grande majorité des femmes interrogées (85%) déclare bénéficier d'un suivi gynécologique, assuré par un gynécologue médical (47%), un gynécologue obstétricien (23%) ou un généraliste (15%). Les préférences pour un suivi gynécologique sont liées avant tout aux compétences du gynécologue (46%) et à la confiance qu'il inspire (29%). Ceci étant, plus de 70% des femmes considèrent qu'il n'y a pas assez de gynécologues médicaux en France, et qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir un rendez-vous pour une consultation gynécologique. « En dehors de l'Ile-de-France et de la Côte d'Azur, les femmes doivent compter entre trois et six mois d'attente pour une consultation de suivi annuel, et parcourir plus de soixante kilomètres dans les zones rurales. Les cabinets de gynécologues médicaux ne trouvent pas de successeur », déplore le Dr Suzanne Dat, vice-présidente de la Fncgm. La raison principale de cette pénurie, selon la Fédération, réside dans le faible nombre de postes d'internat ouverts au concours dans cette spécialité : seulement vingt chaque année, « alors qu'il en faudrait soixante-dix pour compenser les départs en retraite » des 1900 professionnels en exercice, dont l'âge moyen atteint 55 ans. Deux tiers des effectifs pourraient ainsi disparaître à l'horizon 2020.

« Une première enquête en 1997 puis une mobilisation des femmes ont abouti en 2003 à la création du DES de gynécologie médicale, et l'on a pu croire que nous étions sauvées. Mais le soufflé est retombé et nous craignons désormais que les pouvoirs publics aient programmé l'extinction de notre spécialité, pourtant plébiscitée par les femmes. Nous faisons donc de nouveau appel à elles », explique le Dr Brigitte Letombe, présidente de la Fncgm.

Plus que celle des gynécologues-obstétriciens, « pas assez nombreux pour assurer le suivi de toutes les femmes et qui ne peuvent être à la fois de bons chirurgiens, de bons obstétriciens et de bons gynécologues médicaux », c'est la concurrence des médecins généralistes qui inquiète le plus les gynécologues

médicaux. « Devenus des spécialistes de médecine générale, les généralistes peuvent avoir le désir de faire de la gynéco. Or, leurs trois mois de stage obligatoire en gynécologie-obstétrique, ou les 80 heures de formation théorique du DIU optionnel qui leur est ouvert, sont insuffisants pour y prétendre », affirme le Dr Letombe. « La gynécologie, ce n'est pas seulement prescrire la pilule à une patiente sans problème et faire des lames de frottis, poursuit-elle. C'est aussi maîtriser l'hormonologie, prévenir et diagnostiquer les cancers du sein et du col de l'utérus, dépister et traiter les infections sexuellement transmissibles, prendre en charge l'infertilité qui touche désormais un couple sur sept, traiter au mieux les effets de la ménopause... ». Confrontés à un cas identique, le gynécologue a aussi une approche différente du généraliste, estime le Dr Dat. « Pour une femme de 48 ans présentant des règles très abondantes et dont l'échographie révèle la présence d'un fibrome, le généraliste préconisera plus facilement l'hystérectomie alors que le gynécologue tentera d'abord un traitement médicamenteux, afin de conduire la patiente plus sereinement jusqu'à la ménopause », assure-t-elle.

Qui plus est, assure la Fncgm, la gynécologie médicale ne peut être considérée comme une « spécialité coûteuse » : « 60% des gynécologues sont en secteur 1, la plupart font eux-mêmes les échographies vaginales et ils prescrivent beaucoup moins de dosages hormonaux inutiles que les généralistes », plaide le Dr Letombe.

Les Françaises n'ont, en tout cas, pas besoin d'être convaincues. Elles jugent dans leur ensemble (91%) les gynécologues plus compétents que les généralistes pour le suivi gynécologique. Seules 20% d'entre elles estiment que les généralistes sont suffisamment formés pour assurer ce suivi (42% parmi celles suivies par un généraliste), et que les gynécologues médicaux sont donc de moins en moins nécessaires.